

libre-échange "représente un changement fondamental dans l'orientation du pays", en invoquant l'exemple des régimes d'épargne-actions et de la transformation du poisson, en parlant d'harmonisation et de menace pour le GATT, en fabriquant des histoires de toutes pièces concernant des questions comme le sang et l'eau, l'Opposition porte des coups bas et dénature les faits plutôt que de les discuter.

Monsieur le Président, le chef de l'Opposition et le chef du NDP veulent tous deux déchirer l'Accord mais pour le remplacer par quoi?

La toute dernière proposition des libéraux a été présentée par le chef de l'Opposition au Premier ministre Bourassa lors de sa malheureuse visite à Québec le 17 août dernier. M. Bourassa ne s'est pas montré intéressé et il appuie toujours l'Accord de libre-échange.

Cette dernière proposition des Libéraux remplace celle qui a été annoncée avec beaucoup d'éclat le 13 juin dernier par le député de Winnipeg - Fort Garry, et qui n'a pas trouvé preneur non plus.

Le dernier plan des libéraux comporte cinq points, trois portant sur les échanges commerciaux, un autre sur la politique monétaire internationale et le dernier sur la politique intérieure. Les trois points concernant le commerce représentent la soi-disant solution de rechange libérale à l'Accord de libre-échange.

D'abord, les Libéraux espèrent améliorer le GATT, et en particulier son mécanisme de règlement des différends. Nous sommes tout à fait d'accord avec eux sur ce point et le Canada a joué un rôle de chef de file au sein du groupe de travail qui tente actuellement d'améliorer le mécanisme en question. Toutefois, comme l'a fait remarquer Peter Bentley, Président de Canfor, une entreprise forestière de la Colombie-Britannique:

Nous n'avons aucune certitude quant au moment où les négociations du GATT, menées dans le cadre de l'Uruguay Round, prendront fin. Cela pourrait prendre des années. Dans l'intervalle, nous pourrions être acculés au chômage et à la faillite si le protectionnisme américain triomphe avant que ces négociations aient abouti.

De toute façon, comme le déclarait le Premier ministre Robert Bourassa:

"Il n'y a rien de contradictoire dans le fait de faire du commerce multilatéral et de conclure en même temps un accord de libre-échange avec les États-Unis."